

14 juillet 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à TF1 à l'occasion de la fête nationale, notamment sur la défense européenne, la situation économique et le rôle du chef de l'Etat dans le climat politique et social actuel, Paris, Palais de l'Élysée, mardi 14 juillet 1987.

YVES MOUROUSI.- Bonjour, le Palais de l'Elysée pour un 14 juillet. Le Président de la République, ce matin, sur les Champs Elysées, traditionnel défilé, nous allons y revenir avec Marie-Laure Augry dans un instant, et puis maintenant la Garden Party, Hissène Habré, aux côtés du Président de la République et du Premier ministre, ce matin, sur les Champs Elysées. Le Président du Tchad est l'invité d'honneur du Président et du Premier ministre, mais au-delà de cela, 1987, pour la dernière fois, un septennat, avec l'interview traditionnelle du 14 juillet, dans les jardins de l'Elysée. Le Président de la République nous a accueilli, ici depuis 1981 et c'était le cas de son prédécesseur Valéry Giscard d'Estaing, mais ce sera le dernier 14 juillet du Président François Mitterrand, à moins qu'il ne soit candidat pour un nouveau mandat, mais cela nous ne le saurons pas aujourd'hui car le Président l'a déjà dit, "avant le mois de mars, je ne serai que le Président de tous les Français".

- C'est donc le Président de tous les Français qui sera avec nous tout à l'heure, dans cette édition de 13 heures, dès qu'avec Marie-Laure nous aurons regardé l'essentiel de l'actualité.\

YVES MOUROUSI.- Nous sommes à l'abri, dans la traditionnelle Garden Party, comme vous le voyez sur ces images, de l'Elysée, le 14 juillet, la 7ème pour François Mitterrand. Nous étions du reste en 1975, jusqu'en 1981, pour nous ce sera la 14ème.

- Alors, la revue était belle, comme c'est la tradition le 14 juillet, les troupes ont bien défilé, comme c'est la tradition le 14 juillet et ce qui n'était pas la tradition c'était de voir, à vos côtés, monsieur le Président de la République, M. Hissène Habré, un chef d'Etat africain et c'était un geste de votre part ?

- LE PRESIDENT.- Assez souvent, des chefs d'Etats qui sont à Paris dans la première quinzaine de juillet restent pour prendre part aux fêtes et aux cérémonies.

- YVES MOUROUSI.- Ce n'est pas n'importe quel chef d'Etat quand même !

- LE PRESIDENT.- Mais aucun n'est n'importe lequel ! En tout cas, c'est vrai que les qualités de M. Hissène Habré, sa réputation, son caractère, sa physionomie, l'affaire du Tchad, le conflit avec la Libye, tout cela donne une coloration qui marque l'événement sans aucun doute.

- YVES MOUROUSI.- C'est un pied de nez au colonel Kadhafi ?

- LE PRESIDENT.- Pas spécialement, non. Nous avons soutenu le Tchad pour qu'il retrouve sa souveraineté, son unité, son indépendance et nous sommes arrivés quasiment au bout de nos peines et nous avons pris beaucoup de peine, la France toute entière, et nous sommes réjouis de la victoire. Nous n'avons rien engagé spécialement contre le colonel Kadhafi, nous demandons simplement qu'il reste chez lui.

- YVES MOUROUSI.- En ce qui concerne le Président Hissène Habré, ce n'est pas n'importe quel chef d'Etat, car il a été quand même l'homme, responsable j'allais dire, de la détention de Mme Claustre, et on a lu ces jours-ci un certain nombre de reproches sur sa présence à Paris.

- LE PRESIDENT.- Le Président Hissène Habré a été notre adversaire, il a combattu la France. Dans les années 1976, il y a donc onze ans, il était en effet de ceux qui luttèrent contre la présence de la France dans ce pays.

- Puis, les choses ont changé. Cela se passait sous le précédent septennat. Moi, j'ai eu à connaître en 1981, lorsque je suis arrivé là, l'occupation, ou le contrôle intégral du Tchad par la Libye, par l'armée libyenne, par le colonel Kadhafi, j'ai travaillé pour que cela puisse cesser. Nous sommes arrivés à une étape importante : le Tchad est libre.

- Alors, la question de personne, c'est sûr, vous ne pouvez pas prononcer le nom de Mme Claustre sans que cela n'émeuve, mais j'ai pris en compte l'histoire au moment où je l'ai reçue en dépôt, et j'ai cherché à assurer d'abord la liberté du Tchad, qui est un pays ami.

YVES MOUROUSI.- Bien. Puisque nous sommes sur ce continent, vous avez entendu tout à l'heure le père du jeune Albertini parler de la détention de son fils, et vous lancer à vous-même, comme aux autorités françaises, un appel. Ce type d'appel peut être entendu ? Et quels sont vos moyens d'action ?

- LE PRESIDENT.- Nos moyens d'action sont tout de même ceux d'un grand pays, la France. Il est difficile à l'Afrique du Sud de l'ignorer. Mais il s'agit d'une affaire de justice où le jeune Albertini a été condamné pour avoir refusé de dénoncer des personnes à la justice. C'est un réflexe honorable. Quoi qu'il en soit, on ne peut pas assimiler le cas du jeune Albertini à un cas de droit commun, de banale lutte contre l'ordre public ! Un minimum de respect pour ceux qui défendent leurs idées ! C'est le cas d'Albertini.

- Enfin, la justice a passé. Une peine a été infligée à Albertini. Il est d'usage dans ces cas-là, lorsqu'il s'agit de ressortissant d'un pays étranger, de les restituer à ce pays et, moi, je ne peux pas accepter que le jeune Français Albertini soit dans les prisons d'Afrique du Sud pour des raisons d'idéal politique et aussi de morale, tout simplement : on ne dénonce pas les gens lorsqu'on estime qu'il s'agit d'une cause juste.

- J'ai déjà signifié que je ne pourrais pas recevoir les lettres de créance du nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud tant que cette situation n'aurait pas été modifiée.

- YVES MOUROUSI.- Voilà pourtant un pays qui a fait des progrès, d'après ce qu'on lit ces jours-ci. L'apartheid est en régression, il a même quasiment disparu, selon certains ... voyage en Afrique du Sud de 9 députés français (Front national, RPR et UDF) .

- LE PRESIDENT.- S'il a fait des progrès, il en faudrait quelques autres je dis cela avec discrétion... il en faudrait beaucoup d'autres ! Le statut interne de ce pays n'est pas acceptable pour un démocrate. La conscience internationale s'en est offensée. Il y a des dispositions prises par la Communauté européenne, par les institutions de toutes sortes. Il y a 32 millions d'habitants, 24 millions de noirs, et ils n'ont pas le droit, l'accès aux responsabilités civiles, ils n'ont pas le droit de vote ! Il y a également une très grande inégalité économique et sociale, une inégalité politique. Il y a 4000, 5000 personnes qui sont à l'heure actuelle en prison sans jugement... Beaucoup de raisons font que, sans entrer dans les problèmes intérieurs de ce pays, au-delà de ce qui est mon droit de citoyen d'un pays étranger, je dis : la France ne peut pas consentir sans réagir, sans s'associer à des attitudes, disons, de sanctions, à l'ensemble des organisations et des institutions qui jugent cet état proprement insupportable.

- YVES MOUROUSI.- Certains disent que ce type de catalogue, c'est de la désinformation.

- LE PRESIDENT.- C'est-à-dire que si un certain nombre de personnes, qui vont en voyage là-bas dans des conditions que j'ignore, trouvent que tout va très bien, telle n'est pas mon opinion !

YVES MOUROUSI.- Pour en finir avec l'étranger, vous avez une autre affaire sur les bras, les relations avec l'Iran en ce moment et à côté d'ici, dans une ambassade, un citoyen iranien `Wahid Gordji` qui n'a pas le statut de diplomate, brave la justice française. Cela vous paraît important cette démarche ?

- LE PRESIDENT.- Ce qui me paraît important, c'est que la justice française estime entendre cet Iranien, parce qu'il est soupçonné d'avoir pris part - à quel degré, je n'en sais rien - à des actions terroristes en France. La moindre des choses, c'est que le juge d'instruction `Gilles Boullouque` puisse lui poser des questions.

YVES MOUROUSI.- Un témoin ? Il est considéré comme témoin ?

- YVES MOUROUSI.- Un témoin ? Il est considéré comme témoin ?
- LE PRESIDENT.- Il n'a jamais été entendu, on ne peut pas préjuger du degré de sa responsabilité, mais il y a suffisamment de soupçons pour qu'il ait été appelé à s'expliquer, et il ne veut pas s'expliquer.
- Nous, ici, dans notre pays, nous appliquons nos lois & il doit être entendu. Le juge d'instruction est pressé de l'entendre au Palais de Justice, sans que l'on soit en quoi que ce soit conduit à observer des procédures particulières. C'est la loi, c'est la loi, et un Iranien, comme un autre, doit s'y soumettre.
- YVES MOUROUSI.- Oui, mais enfin, il peut s'échapper par les égouts, il peut sortir à l'improviste. Dans ce cas-là, nous aurons pris une claque dans la figure !
- LE PRESIDENT.- On n'en est pas là, d'une part, et, d'autre part, on n'a jamais de claque dans la figure quand on défend son droit et quand on le défend justement.
- YVES MOUROUSI.- Malgré les conversations, les essais de rétablissement de bonnes relations avec l'Iran, on peut aller jusqu'au bout de la démarche judiciaire ?
- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas le rapport. Ce que je peux vous dire, c'est que j'ai eu à traiter les problèmes de l'Iran, il y a déjà plusieurs années, et dès que j'ai eu à m'occuper du sort des otages, des Français retenus en otage, on a bien signalé qu'il y avait des implications de toutes sortes, des mouvements fanatiques qui jouaient sur les oppositions au Proche et Moyen-Orient pour régler un certain nombre de comptes, en particulier avec les pays de l'Occident, particulièrement avec la France. On ne sait pas pourquoi, car la France n'a jamais eu d'attitude offensante à leur égard.
- J'ai voulu servir la cause des otages et de leur famille & des conditions ont été posées, on a dit : ils seront libres si... Ces conditions n'étaient pas acceptables tragiquement, elles n'étaient pas acceptables et, à partir de là, plusieurs pays, en tout cas l'Iran, qui n'a jamais reconnu, naturellement, sa responsabilité directe dans cette affaire - cela reste à examiner - mais enfin, les conditions étant posées, elles n'étaient pas acceptables et la situation ne s'est pas dénouée, de telle sorte que nous avons encore des otages français soumis à des pressions intolérables. La menace pèse encore. Eh bien, un pays comme la France, un pays digne de son histoire, n'a pas à s'incliner devant ce type de menace, de pression ou de chantage.
- YVES MOUROUSI.- Même si des incidents se renouvelaient dans les jours à venir : attaque de navires français, diplomate arrêté aux frontières, etc ?
- LE PRESIDENT.- Le gouvernement a cherché à rétablir des relations normales avec l'Iran, qui n'est pas notre ennemi & nous sommes un pays ami de l'Irak, cela ne veut pas dire que nous soyons ennemis de l'Iran, nous ne sommes pas partie prenante dans cette guerre, et puis, il y a là-bas des esprits qui s'échauffent vite ...
- Quels comptes régler avec la France ? Je me le demande encore. Nous, nous cherchons à établir des relations normales. Il faut reconnaître que chaque fois que cela paraît possible, il y a un élément, un événement qui intervient et qui l'empêche. Je n'accepterai pas pour autant les conditions que l'on tente de nous imposer.\
- YVES MOUROUSI.- Bien. Je ne sais pas si c'est tout à fait international, mais enfin cela nous concerne directement, l'Europe, si vous considérez que c'est un dossier international, diplomatique ... non ? L'Europe, apparemment, vous essayeriez de la faire passer plutôt dans les mœurs quotidiennes des Français, des Européens ?
- LE PRESIDENT.- C'est en tout cas ma conviction.
- YVES MOUROUSI.- On a vu le défilé ce matin.. Vous avez vu les déclarations de M. Jacques Delors l'autre jour, est-ce que vous pouvez imaginer, un jour, descendre les Champs Élysées, accompagné dans le Command-car d'un général italien ou grec, ou anglais qui pourrait être à la tête des forces conventionnelles européennes ? Le commandement unique, proposition Delors, c'est quelque chose qui vous paraît acceptable ?
- LE PRESIDENT.- Il faut distinguer ce qui est possible aujourd'hui et ce qui est souhaitable pour demain...
- YVES MOUROUSI.- C'est dans quelle catégorie cela ?
- LE PRESIDENT.- Ce qui est souhaitable pour demain, c'est qu'il y ait une défense européenne.

que les pays d'Europe, d'Occident, assurent eux-mêmes leur sécurité, bien entendu dans le -cadre de l'Alliance `Alliance atlantique` qui les lie aux Etats-Unis d'Amérique, mais leur sécurité, c'est à eux d'y veiller.

- Cette situation n'est pas possible aujourd'hui, car nous sommes, je l'ai assez souvent dénoncé, encore dans la période de Yalta, on devrait dire Yalta et Téhéran, c'est-à-dire les conférences dans lesquelles se sont réunis plusieurs présidents et chefs d'Etat qui ont décidé de notre sort, en notre absence, et l'Europe souffre encore de cette division, de ce partage, de cette soumission. Il faut en sortir...

- YVES MOUROUSI.- Malgré les efforts d'hommes comme Jean Monnet, par exemple...

- LE PRESIDENT.- Cela, c'est autre chose, mais c'est vrai que la création de la Communauté européenne a déjà été une grande prise de conscience, un pas important en avant pour que l'Europe commence d'exister en tant qu'entité politique.\

` Suite sur la question d'un commandement unique des forces conventionnelles européennes `

- L'aspect militaire n'est pas réglé, puisque plusieurs des pays parmi les plus importants de cette Europe là sont soumis à des statuts militaires différents £ par exemple la Grande-Bretagne a des forces atomiques, des forces nucléaires, l'Allemagne fédérale, l'Allemagne de l'Ouest, non seulement n'en a pas, mais ne peut pas en avoir, en raison de questions d'équilibre européen sur lesquelles je n'insisterai pas.

- D'autre part, la plupart des pays dont nous parlons, d'Europe occidentale, sont, comme nous, membres de l'Alliance atlantique, mais ils travaillent et développent leur défense dans le -cadre d'un traité militaire sous commandement unique `OTAN`, lequel commandement est américain, pas la France.

- Notre stratégie de dissuasion nucléaire, elle, est autonome et dépend de l'autorité française et particulièrement de la décision du Président de la République. Ce sont donc deux statuts qui exigent de notre part une approche intelligente, volontaire, certes dans nos relations, pour bâtir une sécurité européenne, en commençant par la relation franco-allemande.

- On a déjà fait beaucoup de choses, il y a eu un traité qu'on a signé naguère. Qu'on le mette en oeuvre ! Et je suis tout à fait favorable à ce que se créent des unités d'armes classiques où Allemands et Français et d'autres, seraient pratiquement intégrés à la condition, bien entendu, que cette armée, que les Français, des soldats, n'entrent pas dans le commandement intégré, c'est-à-dire sous commandement étranger à l'Europe dans le -cadre de l'OTAN.

- YVES MOUROUSI.- Bon.

- LE PRESIDENT.- La France n'est pas prête, n'est pas disposée à rentrer dans le commandement unique de l'Alliance atlantique.

- YVES MOUROUSI.- Même s'il ne s'agit que des armes conventionnelles ?

- LE PRESIDENT.- Bien entendu, même s'il s'agit.. Quelque soldat français que ce soit obéit à l'autorité française et l'autorité française peut accepter un accord international pour une troupe, brigade, corps d'armée £ on peut aller loin entre les Français, les Allemands et d'autres, mais cela ne peut pas se faire au détriment des choix diplomatiques et stratégiques que nous avons faits.

- YVES MOUROUSI.- Vous considérez, comme André Giraud, votre ministre de la défense, que l'armée, la défense, peuvent être la relance du moteur européen ?

- LE PRESIDENT.- Cela y contribue. L'Europe économique, elle se fait. On a fixé un formidable rendez-vous pour 1992 £ l'Europe politique, elle, se construit plus lentement, car plusieurs de ses pays obéissent à des attractions différentes £ l'Europe militaire, c'est un ciment indispensable, mais il ne pourra pas y avoir d'Europe militaire avant qu'il existe une Europe politique.\

YVES MOUROUSI.- Bon. 1992, c'est l'économie, l'ouverture, le grand marché.. En 1984, ici même, je crois, à peu près à la même place, vous aviez lancé, le 14 juillet, l'idée de la France qui gagne. Aujourd'hui encore vous avez reçu des chefs d'entreprises, des gens qui ne sont pas forcément, j'allais dire, des vedettes. La France qui gagne, est-ce que ce n'est pas un peu étroit par -rapport à l'Europe ? Qui doit gagner ?

- LE PRESIDENT.- Il faut que l'Europe gagne, mais elle ne gagnera pas sans que les pays qui en

font partie soient au meilleur de leur forme.

- YVES MOUROUSI.- C'est-à-dire qu'ils ne soient pas en plein déclin ?

- LE PRESIDENT.- Le mot a été un peu à la mode. Je ne pense pas du tout que la France soit en déclin. Disons qu'elle a de temps à autre des accès de faiblesse, mais cela ne touche en rien à la capacité de la France à les surmonter. Il y a des forces vives très puissantes. Nous sommes et nous continuons d'être un grand pays. Alors ne dérivons pas, s'il vous plaît, sur le déclin. J'aurais beaucoup de choses à vous dire là-dessus pour contredire cette notion.

- Je vous dirai simplement que là où il y a des accès de faiblesse, eh bien il faut apporter des remèdes. S'il y a des accès de faiblesse dans le domaine industriel, il faut former les hommes, il faut former les femmes, il faut multiplier les investissements. Pour cela, il faut prendre le cas échéant des mesures fiscales. Il faut aussi veiller à ce que l'ensemble des travailleurs français n'aient pas le sentiment de souffrir d'injustice.

- YVES MOUROUSI.- Attendez, attendez ! Les mesures fiscales, c'est quoi ? Cela va intéresser M. Balladur !

- LE PRESIDENT.- Je ne vais pas entrer dans les détails...

- YVES MOUROUSI.- Si, mais si ! C'est quoi ? c'est la relance de l'investissement des entreprises par des allègements fiscaux ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas l'objet pour l'instant de notre conversation. Je dirai simplement que quand une entreprise gagne de l'argent, autant que possible elle doit l'investir, elle doit placer cet argent pour moderniser et améliorer ses productions de façon à les rendre plus exportables. Cela veut dire l'investissement, l'investissement productif. Mais il faut l'encourager. Il y a beaucoup de manières de l'encourager. Mais lorsqu'un industriel consent à se séparer d'un profit immédiat dont il pourrait tirer avantage personnellement, par exemple, et qu'il consent à remettre tout cela dans l'entreprise, je pense qu'en effet des dispositions fiscales pourraient être favorables.

- YVES MOUROUSI.- Oui, Alain Madelin disait hier dans "Libération", votre ministre de l'industrie...

- LE PRESIDENT.- Cela s'est déjà fait, ce que je viens de dire, mais peut-être faut-il davantage le systématiser.\

YVES MOUROUSI.- Alain Madelin disait dans "Libération" hier : en définitive, le meilleur savoir-faire des entrepreneurs français, c'est de savoir faire des demandes de subventions !

- LE PRESIDENT.- S'il a dit cela, cela prouve que M. Madelin dispose d'un sens critique assez aiguisé et cela montre bien que le libéralisme tel qu'il le comprend - dont on ne peut pas débattre, je ne veux pas en débattre à l'heure actuelle avec les ministres - est fondé sur une très longue tradition séculaire.

- On a vu les classes dirigeantes, les sociétés dirigeantes considérer que l'Etat était leur objet, leur serviteur et que l'argent de l'Etat devait leur servir à faire de meilleures affaires. Et ils ne sont pas encore tout à fait sortis de cette conception qui est, en effet, détestable.

- Il ne faut pas en tirer une conclusion qui n'est pas la mienne. L'Etat a aussi des devoirs. Par exemple, il a le devoir de financer autant qu'il est possible la recherche, parce qu'on ne fera pas de grande industrie sans que le savoir se développe...

- YVES MOUROUSI.- Ce que vient de faire M. Chirac.

- LE PRESIDENT.- Oui, M. Chirac a fait une excellente proposition qui consiste à rattraper dans le budget ce qui a été perdu en 1986. C'est très bien.\

YVES MOUROUSI.- Bon. Alors au-delà de cela, le marché européen, très rapidement. 1992.

Quel est le meilleur système, disons quelle est la meilleure ambiance générale de la France pour atteindre ce marché ? La France qui gagne, vous y revenez ?

- LE PRESIDENT.- Une industrie plus puissante et plus portée à vendre ses produits à l'intérieur ou à l'étranger. Conquérir des parts de marché dans le monde, cela n'est possible que s'il y a des femmes et des hommes capables de le faire. On en manque. Il faut donc former pour cela.

- Un patronat plus adapté aux besoins de la concurrence moderne : on en manque gravement.

- Des travailleurs qui travaillent plus que beaucoup d'autres. Les ouvriers, par exemple, travaillent

plus d'heures en France que les travailleurs allemands. Leur productivité vaut bien celle des autres. Mais encore faut-il qu'il y ait un climat social satisfaisant, le sentiment de la juste répartition du profit national, et qu'il y ait dialogue.

- Voilà quelques conditions qui paraissent indispensables.

- Et puis il faut naturellement éviter le trouble politique permanent, le doute de soi-même, qui visiterait assez facilement les Français à l'écoute de tout ce qu'on leur dit ici et là, naturellement.

- Il faut qu'il y ait une certaine démarche, une certaine unité politique, qu'on ne se laisse pas démonter par tout et par n'importe quoi, et aussi qu'il n'y ait pas des campagnes qui troublent l'opinion, qui soient des campagnes de haine, de détestation l'un de l'autre. Certains avaient dit avant moi - quand je dis "certains", il ne faut pas que cela apparaisse irrévérencieux - "aimez-vous les uns les autres". Bon, je ne demande pas qu'on exagère ce point de vue parce que je connais les limites dans ce domaine. Je sais un peu comment marchent les sociétés. Mais un grand pays ne peut être grand que s'il sait s'unir sur quelques objectifs simples, les principaux, les objectifs majeurs. C'est tout ce que je demande.

- L'approche des élections présidentielles, les campagnes à ras de terre, l'espèce d'encouragement fait constamment aux passions, le cas échéant les plus basses, tout ce qui est réflexe instinctif, tout cela doit céder la place à une conception plus haute de l'intérêt du pays qui passe par la République.\

YVES MOUROUSI.- L'intérêt du pays, j'allais dire, c'est ce que vous allez prôner, et prêcher pendant vos voyages en province ? Accompagné par M. Madelin et d'autres ministres ?

- LE PRESIDENT.- Accompagné par qui voudra. Mais ce qui est vrai, c'est que j'avais dit lorsque j'ai été élu que je m'efforcerai d'aller visiter les 26 régions, 22 métropolitaines et 4 en Outre-Mer. Eh bien je n'en suis qu'à 17, je resterai donc dans l'impossibilité de remplir entièrement cet engagement que j'avais pris moi-même.

- YVES MOUROUSI.- Vous pourriez faire très vite avant les élections.

- LE PRESIDENT.- Je pourrais faire très vite. Mais d'abord il y a une période précédant les élections présidentielles sur laquelle il faut éviter de mettre de l'huile sur le feu. J'ai quand même une oreille assez fine. Et puis ce n'est pas la peine. En tout cas le Président de la République, lui, doit veiller à ce que chacun garde son sang-froid, et pour cela, il doit affirmer le sien. Et si c'est vrai, cela se voit. Cela se verra.

- YVES MOUROUSI.- Comment est-il possible de séparer le sang-froid du Président et la fougue d'un candidat ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, c'est un peu "tordu", votre question. Mais je vois à peu près ce que vous voulez dire.

- YVES MOUROUSI.- Où est la limite Président - Candidat ?

- LE PRESIDENT.- Je me le demande.. Je me le demande.. Il faudra que j'étudie cela de plus près.

- YVES MOUROUSI.- Vous mettez cela dans votre tête, quand vous allez en province prononcer un discours ?

- LE PRESIDENT.- Quand je vais en province, et j'ai agi en Basse-Normandie et en Franche-Comté comme j'ai toujours agi dans les autres régions, je parle des intérêts généraux du pays. Sur tel ou tel point de politique intérieure ou de politique extérieure. Intérieure, c'est la politique sociale, je fais savoir ce qui me paraît dangereux pour l'unité du pays. Je le dis, je n'ai pas ma langue dans ma poche. Mais je n'en fais pas un système. Je ne considère pas que ma tâche de Président de la République soit de gêner l'action du gouvernement.

- YVES MOUROUSI.- ... qui ne vous gêne pas.

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas dit cela. Ce résultat étant tout simplement issu d'une majorité parlementaire élue normalement par le pays, je dois respecter la volonté populaire et je le fais. Cela ne me contraint pas au silence chaque fois que je perçois ici ou là la nécessité de dire : danger !

- YVES MOUROUSI.- Vous pourriez parler, mais pas serrer les mains, par exemple.

- LE PRESIDENT.- Je serre la main à qui me la tend. Enfin dans la mesure de mon pouvoir, parce que beaucoup de mains se tendent.\

YVES MOUROUSI.- Bien. Quelle est la date limite de la cohabitation ?

- LE PRESIDENT.- Eh bien, je crois que...

- YVES MOUROUSI.- Non, non, mais la question était claire...

- LE PRESIDENT.- ... tant que cette majorité et le Président de la République que je suis sont l'un et l'autre élus normalement par le suffrage populaire - moi en 1981, pour assurer la Présidence de la République, cette majorité en 1986, pour assurer, le temps qui lui sera donné ... enfin, en principe pour le temps de sa législature... - eh bien... il faut bien faire vivre la France.

- Au fond, qu'est-ce que j'ai cherché, en tout cas depuis seize mois, et qu'est-ce que je cherche aussi depuis six ans, ou un peu plus maintenant ? Qu'est-ce que je cherche ?

- D'abord, je cherche à éviter les crises inutiles, les crises graves que sont toujours les crises institutionnelles, les crises politiques profondes. Je l'ai évité en 1981 où, pour la première fois, la gauche gouvernait après des décennies et des décennies d'exclusion du pouvoir, et je l'ai voulu en 1986, alors que venait de parvenir au Parlement une majorité - disons les choses - hostile à ce que j'avais jusqu'alors entrepris. Mais mon devoir était supérieur à mes propres convictions, jusqu'à la limite, bien entendu, où ces convictions seraient engagées sur des valeurs essentielles. Tel n'est pas le cas, ou du moins, si j'en avais le sentiment, je n'hésiterais pas à m'exprimer et je l'ai fait à diverses reprises..., cela n'a pas toujours été bien reçu. Mais je dois assurer la marche des institutions, éviter les crises, les crises graves.

- C'est ce que je fais depuis un peu plus de six ans et, ma foi, après tout, il n'y a pas eu de crise grave. Il y a eu, comme dans toute l'histoire de la République, beaucoup de polémiques, je n'ai pas été épargné.. Vous avez fait allusion il y a un instant à - comment dirais-je ?... - de menues petites choses lors de mon dernier voyage en Normandie...

- YVES MOUROUSI.- Menues petites choses... quand vous allez serrer des mains pendant qu'on siffle M. Pasqua...

- LE PRESIDENT.- Je ne m'en étais pas aperçu...

- YVES MOUROUSI.- Qu'on avait sifflé M. Pasqua...

- LE PRESIDENT.- Disons simplement, M. Mourousi, que c'est bien peu de chose... j'allais dire : ce n'est rien... mais je ne veux pas être insolent à l'égard de quiconque.. Je me demande d'ailleurs si c'est mieux d'être un petit quelque chose que rien, mais cela, c'est une discussion de caractère philosophique...\

YVES MOUROUSI.- Un mot encore. Vous avez dit que vous aviez évité les crises graves...

- LE PRESIDENT.- J'ai évité les crises graves, j'ai essayé d'assurer la représentation de la France dans le monde.

- YVES MOUROUSI.- Qu'est-ce que vous avez protégé ? Vous avez dit un moment : l'important, c'est de protéger un certain nombre de choses...

- LE PRESIDENT.- Je crois avoir protégé la réputation et le visage de la France dans le monde. J'ai à la fois assumé la continuité des grandes directions dont j'avais hérité et j'ai décidé quelques autres directions complémentaires. Cela, aujourd'hui, forme un tout que j'ai protégé... que je n'ai pas toujours eu à protéger, parce qu'après tout, sur beaucoup de points, les Français qui gouvernent sont aisément d'accord : ils sont aisément d'accord pour défendre le pays, ils sont aisément d'accord pour poursuivre l'Europe, ils sont aisément d'accord pour défendre les droits de l'homme. Mais il n'empêche que notre politique étrangère figure dans le monde de telle sorte que notre pays est respecté. Nous tenons une grande place.\

`Suite sur le bilan 1981 - 1987`

- Et puis enfin, j'ai essayé, non pas de défendre, mais de protéger - l'expression, le verbe, est le meilleur - chaque fois que j'en avais l'occasion, des menaces qui peuvent peser sur les droits de l'homme et quelques grands principes. Après tout, nous sommes là tous les deux, avec quelques autres, le 14 juillet.. Qu'est-ce que c'est que le 14 juillet ? C'est notre Fête nationale, c'est la fête de la République, c'est la fête de la liberté ! Les principes inscrits dans nos textes, inscrits dans notre histoire, j'en ai la charge éminente, avant quiconque, et là-dessus je suis intransigeant.

- Voilà ce que j'ai cherché à faire depuis six ans et demi.

- YVES MOUROUSI.- Quand vous dites "protéger les droits de l'homme et la liberté", vous

pensez à la France ? Ils ne sont nullement menacés... si ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'un certain nombre d'injustices pourraient les menacer - d'injustices sociales - et je pense qu'un certain nombre de pensées politiques sont menaçantes pour la République.

- YVES MOUROUSI.- Le résultat de Grasse est menaçant ? `alliance du maire sortant UDF et du Front national aux élections municipales`

- LE PRESIDENT.- Non, nous.. Vous savez, un fait pris isolément, cela vaut ce que cela vaut.. C'est toujours significatif. Il faut bien regarder...

- Ce qui compte, c'est l'addition : Grasse, presque en même temps que la visite de quelques parlementaires en Afrique du Sud, plus ceci, plus cela.. Oui, cela commence à faire beaucoup et je pense que tout citoyen responsable, serviteur du pays dans sa plus belle tradition, doit être attentif à cette évolution.\

YVES MOUROUSI.- Donc, dans quelques mois, on ne sera pas là... à moins que vous ne souhaitiez qu'on se retrouve le 14 juillet ici. D'ici là, la campagne aura connu tous ses développements, alors nous...

- LE PRESIDENT.- Nous serons arrivés au terme...

- YVES MOUROUSI.- ... de votre mandat.

- LE PRESIDENT.- ... légal, constitutionnel...

- YVES MOUROUSI.- Je ne vous demande pas si vous avez avisé depuis la dernière fois, depuis que vous avez rencontré Anne Sinclair.. Vous aviez dit : "j'aviserais au mois de mars"...

- LE PRESIDENT.- Non, je n'ai pas dit : "j'aviserais au mois de mars", j'ai dit : "j'aviserais", c'est tout.

- YVES MOUROUSI.- Bon. Là, vous n'avez rien à mettre derrière ?

- LE PRESIDENT.- J'aviserais pour assurer à la France, dans les quelques mois qui nous séparent de l'élection présidentielle, autant que je le pourrai, des conditions de calme, de respect et de démocratie indispensables.

- Il ne faut pas que l'opinion s'affole parce qu'on approche d'une élection présidentielle. Jusqu'au jour dit, le Président de la République est le Président de la République et il doit assumer ses fonctions jusqu'à la dernière minute, dans la plénitude de ses compétences. C'est en tout cas mon intention. Il faut que personne n'en doute.

- YVES MOUROUSI.- De ses compétences.. Mais alors, j'insiste un peu. Le gouvernement, lui...

- LE PRESIDENT.- Qu'est-ce que vous voulez savoir ?

- YVES MOUROUSI.- ... Si M. Chirac est candidat - soyons clairs - il ne pourra plus être votre Premier ministre. Il aura derrière lui des forces...

- LE PRESIDENT.- Vous allez vite, comme cela ! Moi, je n'en sais rien. Est-ce que M. Chirac sera candidat ?

- YVES MOUROUSI.- Bruno Masure me l'a assuré.

- LE PRESIDENT.- M. Bruno Masure est généralement bien informé..

- YVES MOUROUSI.- Alors, rentrons dans cette hypothèse...

- LE PRESIDENT.- ... c'est possible...

- YVES MOUROUSI.- Il y a qui, comme Premier ministre ?

- LE PRESIDENT.- Le Premier ministre a parfaitement le droit d'être candidat à la Présidence de la République.

- YVES MOUROUSI.- Vous vous voyez avec lui, à l'Elysée, le mercredi matin ?

- LE PRESIDENT.- Je me vois.. Ce ne serait pas le seul Premier ministre qui ait jamais songé à devenir Président de la République !

- YVES MOUROUSI.- Mais il y a un moment où on passe à l'acte...

- LE PRESIDENT.- Adressez-vous à eux, pas à moi. Moi, je prendrai, comme Président de la République, pendant les quelques mois de campagne officielle, et le temps qui nous en sépare, ceux qui viendront, et je les traiterai le mieux possible. Je veillerai au respect des lois.\

YVES MOUROUSI.- Ce sera vraiment ma dernière question, si vous voulez bien, parce que vos invités vous attendent : est-ce que ce ne sera pas le meilleur moment pour appliquer ce qui a été

votre principe, annoncé, répété, selon lequel, pour le gouvernement de la France, nul n'est de trop ?

- LE PRESIDENT.- Nul n'est de trop, oui. Je le répète avec d'autant plus de force que j'aperçois se lever de plus en plus les intolérances et les fanatismes, et il faut bien qu'il y ait des voix plus sages qui se fassent entendre. Nul n'est de trop, nul n'est de trop en France, et j'espère que cela sera tout à fait vrai. On pourra dire bientôt : nul n'est de trop dans notre Europe, ça va déjà élargir l'horizon. Nul n'est de trop, c'est une forme de civilisation qui devrait, un jour ou l'autre, servir de modèle au monde, si nous en sommes capables & nul n'est de trop, et j'accorde beaucoup d'importance à celles et ceux qui se consacrent à ces tâches, aux tâches de préserver l'esprit public, le sentiment républicain, le refus de l'intolérance.\

J'y attache beaucoup d'importance ` au refus de l'intolérance ` , comme j'attache beaucoup d'importance - je reviens sur ce sujet au moment de finir, - sur la construction de l'Europe, parce que, là, nous sommes 320 millions & on aura de quoi parler au monde, et j'aimerais qu'on honore davantage les fondateurs, les hommes, les femmes, en tout cas les hommes que nous connaissons qui ont conçu et qui ont posé les premières pierres, et puis quelques autres aussi, par dessus les premières & il faudrait les honorer.

- Voyez un homme comme Robert Schuman que j'ai beaucoup connu - j'ai été secrétaire d'Etat, il y a bien longtemps, à ses côtés -, un homme comme Jean Monnet, mon compatriote charentais & souvent, je me dis : on parle d'une année Jean Monnet, dans tous les pays d'Europe, c'est vraiment une gloire pour la France, c'est en même temps un hommage rendu, justice rendue à des hommes éminents.

- Moi, je me dis : si les dispositions évidemment de leur famille ou leurs dispositions propres convenaient, le permettraient, la France devrait honorer ces gens-là !

- Au mois d'octobre, je crois, René Cassin, qui a rempli un grand rôle pendant la guerre et après, qui a été l'instigateur de la Déclaration universelle des droits de l'homme, sera transporté au Panthéon. Moi, j'aimerais que des hommes comme Robert Schuman, Jean Monnet, si cela est compatible avec les intentions qu'ils ont naguère exprimées ou que leur famille pourraient exprimer, soient là pour témoigner qu'un des grands moments de l'histoire de la France a été de fonder l'Europe.\

YVES MOUROUSI.- Merci, monsieur le Président de la République. Je ne vous dis pas, parce que de toute façon, vous ne répondrez pas, on se revoit l'année prochaine, vous aviserez...

- LE PRESIDENT.- Monsieur Mourousi, je suis à la septième année d'un mandat de sept ans.

- YVES MOUROUSI.- Oui.

- LE PRESIDENT.- ... Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise de plus ?

- YVES MOUROUSI.- Vous pourriez être à la première année d'un mandat de cinq ans l'année prochaine.

- LE PRESIDENT.- Cinq ans ? La Constitution dit sept. Cela, monsieur Mourousi, vous en décidez... vous lancez des idées, je trouve que vraiment cela part de très bons sentiments à mon égard, et je vous dirai que si encore plus de Français que vous pensaient la même chose, cela ne changerait certainement pas mes volontés personnelles. J'en suis maître, mais cela me ferait plaisir, parce que quand on dirige un pays, lorsqu'on a dû traverser des passes difficiles, exigeantes, pour exalter le courage national, avec toujours les gens qui en ont souffert, qui en ont été les victimes dans l'intérêt général, on aime naturellement être approuvé.

- YVES MOUROUSI.- Ah ! oui... si la France vous le demande, vous restez ?

- LE PRESIDENT.- Je n'ai pas dit cela du tout.

- YVES MOUROUSI.- Ah ! bon, je comprends mal quelquefois.

- LE PRESIDENT.- Vous n'écoutez que la moitié de ce que je vous dis, et je vous ai dit, moi, mes volontés, je les forme tout seul, par -rapport à ce que je crois être l'intérêt du pays et je pense toujours à m'accorder à une certaine vision que j'ai de l'histoire et de l'intérêt de la République française.

- Cette réserve étant faite, elle est considérable, j'aime mieux qu'il y ait des Français qui approuvent ce que je fais que le contraire & je ne vous ai pas dit autre chose.

- YVES MOUROUSI.- Merci, monsieur le Président.

... LES PROCEDES. Merci, Monsieur le Président.

- C'était donc, pour la septième fois, Marie-Laure, en direct de l'Elysée, avec le Président de la République, M. François Mitterrand.\